

La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

27^{ème} année - N°5187 - Vendredi 21 Août 2026 - Prix : 200 Fc

SARUMAYA 2

À Mohéli, les 15 lauréats passent au coaching



DIASPORA :
UONI met en lumière ses actions

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

07 Rabiwul - Awal 1447

Prières aux heures officielles

Du 21 au 25 Août 2026

Lever du soleil:

06h 17mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : **05h 05mn**

Dhouhr : **12h 14mn**

Ansr : **15h 17mn**

Maghrib : **18h 06mn**

Incha : **19h 20mn**



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR :

Mouigni Abdou a rencontré le bureau des étudiants comoriens au Kenya

Fraîchement installé à la suite de sa nomination, le nouveau Consul général des Comores à Nairobi, Mouigni Abdou, n'a pas tardé à aller à la rencontre des Comoriens résidant au Kenya. La semaine dernière, il a ainsi Re9u le bureau des étudiants comoriens au Kenya, lors d'une rencontre à la fois courtoise, fraternelle et constructive. Cette rencontre a permis aux étudiants de présenter leurs préoccupations, leurs attentes ainsi que leurs doléances.

En tant que consul général, l'une de ses principales missions est d'assurer la protection et l'assistance des citoyens comoriens résidant ou séjournant à l'étranger. Il est notamment appelé à les accompagner dans leurs démarches administratives et consulaires et à intervenir, dans le cadre de ses compétences, en cas d'accident, de maladie, d'arrestation ou d'emprisonnement d'un compatriote. C'est dans cet esprit que Mouigni Abdou a échangé avec le Bureau des étudiants comoriens au Kenya. Les représentants des étudiants ont, dans

un premier temps, exprimé leur gratitude et leur reconnaissance au chef de l'État pour sa détermination à renforcer la présence diplomatique et consulaire des Comores au Kenya, notamment à travers la mise en place du Consulat général des Comores à Nairobi.

Une décision qualifiée d'historique par ces jeunes étudiants, qui y voient une avancée majeure pour la communauté comorienne établie au Kenya. Selon eux, la présence d'un Consulat général à Nairobi facilitera considérablement leurs démarches administratives et consulaires, leur accompagnement ainsi que leurs conditions d'études et de séjour dans le pays. Les étudiants ont également salué l'action du président Azali Assoumani en faveur du renforcement des relations d'amitié et de coopération entre l'Union des Comores et la République du Kenya. Cette coopération privilégiée contribue, selon eux, à faciliter l'installation, l'intégration et l'épanouissement des étudiants et des ressortissants comoriens dans ce pays frère.

Ils ont par ailleurs tenu à remer-



cier Mbae Mohamed, ministre des Affaires étrangères de l'Union des Comores, qui, lors de son dernier séjour à Nairobi, avait pris le temps de les recevoir et d'écouter directement leurs préoccupations. De son côté, le représentant de l'Union des Comores à Nairobi a salué l'initiative des jeunes étudiants et s'est mon-

tré particulièrement attentif à leurs préoccupations. Il les a rassurés quant à sa disponibilité et à sa volonté de répondre, dans la mesure de ses responsabilités, aux attentes de la communauté comorienne au Kenya. « Ma mission ici va au-delà des relations entre les deux États. Je dois servir mon pays en aidant les

citoyens comoriens résidant à Nairobi ou ceux qui y sont de passage, en cas de besoin. Je dois être au service des femmes et des hommes, de nos étudiants, de nos familles et de l'ensemble de nos compatriotes établis à l'étranger », a-t-il rassuré.

Nassuf Ben Amad

AGRICULTURE :

440 kg de patates douces récoltés en trois mois

La campagne agricole 2025-2026 lancée en décembre s'annonce fructueuse. Elle s'est soldée par la récolte de 440 kg de patates douces cultivées en trois mois. Cette récolte a rassuré le gouvernement et ses partenaires en visite dans le CRDE de Hamalingo - Diboini le 18 août dernier. Il s'agit de promouvoir une agriculture inclusive et la transformation des produits pour développer d'autres activités économiques autour des chaînes de valeur agricoles (CVA).

Huit mois après le lancement de la campagne agricole 2025-2026 soutenue par le projet Chaînes de Valeurs Agricoles (CVA), le ministre de l'agriculture en compagnie du représentant du PNUD ont effectué une visite dans le centre rural de développement économique (CRDE) de Hamalingo - Diboini. Cette visite a permis au gouvernement d'observer les résultats obtenus. Sur le terrain, le ministre de l'agriculture Daniel Ali Bandar a

détecté une immense patate douce cultivée sur une période de trois mois. Devant la presse le superviseur de la zone agricole a déclaré : « C'est une espèce de patate douce qui peut être récoltée après trois mois. Il en existe d'autres de 8 mois et de 6 mois. C'est important pour nous d'accueillir aujourd'hui le ministre afin qu'il puisse lui-même observer nos travaux champêtres et notre récolte. Grâce aux efforts du gouvernement à travers le ministère de l'agriculture,

les jeunes peuvent aujourd'hui s'épanouir grâce à l'agriculture. J'ai gagné 1 500 000 francs comoriens en l'espace d'un an. C'est mieux que de travailler dans les administrations. Et j'appelle les jeunes à se réconcilier avec l'agriculture car elle devient rentable ».

Dans cette optique, le gouvernement veut aller vers une agriculture plus productive, résiliente et créatrice de valeur à travers le projet Chaînes de Valeur Agricoles avec le soutien du Fonds pour l'environnement mondial et procéder à la transition vers des systèmes agricoles plus productifs, résilients aux changements climatiques et mieux intégrés aux marchés. Le gouvernement envisage aussi la transformation du gingembre en poudre et en huile ainsi que la transformation du manioc en farine, afin de réduire les pertes, diversifier les débouchés commerciaux et de prolonger la durée de conservation des produits en créant des nouvelles opportunités économiques.

Toutefois sur le terrain, les cultivateurs ont souligné les contraintes auxquelles ils restent confrontés en matière de production, d'accès aux intrants, de conservation, de transformation et de commercialisation. Le gouvernement entend « dépasser progressivement une logique centrée uniquement sur la production pour développer de véritables chaînes de

valeur pour favoriser l'accès à des semences et plants de qualité jusqu'à la transformation, la conservation et la commercialisation ». Pour la campagne agricole 2025-2026, « les exploitations accompagnées ont notamment bénéficié de 20 000 lianes de patate douce, 10 000 boutures de manioc et 1 300 kg de semences de gingembre ». A noter que le projet CVA accompagne actuellement « 66 fermes agricoles pilotes, dont 33 à Ngazidja, 21 à Ndzuani et 12 à Mwali ».

Ce même projet (CVA) a favorisé 19 fermes dans trois filières prioritaires, avec 4 fermes de manioc, 5 fermes de patate douce et 10 fermes de gingembre dans le CRDE de Hamalingo -Diboini. Cette visite a permis à la délégation de découvrir la chambre froide en cours de réhabilitation et des espaces destinés à accueillir de nouveaux équipements, dont un futur laboratoire de production de plants in vitro. Ces projets consistent à améliorer l'accès du matériel végétal de qualité et puis réduire les pertes après récolte et renforcer durablement les capacités de production. Le ministre a encouragé les producteurs à augmenter leur production avant d'appeler la diaspora à investir aussi dans le secteur agricole.

Kamal Gamal



SARUMAYA 2

À Mohéli, les 15 lauréats passent de l'idée au coaching

Après leur sélection dans le cadre du concours Sarumaya 2, les 15 lauréats de Mohéli ont entamé, mardi 18 août 2026, une nouvelle étape de leur parcours entrepreneurial. Ce coaching vise à mieux structurer leurs projets, renforcer leurs capacités et les accompagner vers la création d'activités économiques et d'emplois.

Après une première phase organisée à Ngazidja, le programme Sarumaya 2 poursuit son déploiement à Mohéli et à Ndzuani. À Mohéli, les 15 bénéficiaires sélectionnés à l'issue du concours lancé par Sarumaya à travers Yas Comores bénéficient d'un accompagnement avec l'appui de la Chambre de commerce. Pour Mohamed Nafion, directeur de la CCIA-Mohéli, les lauréats ont été retenus en raison du potentiel entrepreneurial de leurs projets. « Cette formation est destinée aux lauréats retenus dans le concours lancé par Sarumaya à travers Yas Comores. Ce sont des personnes qui portent des projets qui peuvent leur permettre de créer une entreprise et, à terme, de recruter », explique-t-il.

Le coaching débute par un diagnostic des projets afin d'évaluer leur niveau d'avancement et d'identifier les besoins de chaque bénéficiaire. Certains disposent déjà d'une activité, d'autres sont encore au stade de l'idée, tandis que certains ont déjà franchi le cap de la création d'entreprise. « Ce que nous faisons actuellement, c'est du coaching collectif. Cela nous permet de savoir où ils en sont : est-ce qu'ils ont déjà une activité, une simple idée ou déjà une entreprise ? », précise Mohamed Nafion. Cette première évaluation doit permettre d'adapter progressivement l'accompagnement. Le business developer et le point focal assurent notamment le suivi des bénéficiaires, l'identification des difficultés et l'orientation des porteurs de projets dans les différentes étapes de leur parcours.

L'objectif n'est donc pas seulement de transmettre des connaissances, mais de transformer progressivement les idées en projets structurés et économiquement viables. Les bénéficiaires devront notamment mieux définir leurs objectifs, comprendre les réalités du marché et identifier les moyens nécessaires au développement de leurs activités. À Mohéli, où de nombreux jeunes et porteurs de projets cherchent à créer leurs propres opportunités professionnelles, Sarumaya 2 entend ainsi jouer un rôle de tremplin. Le coaching collectif constitue le premier jalon d'un accompagnement appelé à devenir plus ciblé selon l'évolution de chaque projet. Pour les 15 lauréats, le défi commence désormais : faire passer leurs idées du papier à la réalité économique, avec l'ambition de créer des entreprises et, à terme, des emplois.

Riwad

Ce mercredi 19 août, au commissariat chargé de la Diaspora, s'est tenue une rencontre de valorisation des initiatives de l'association UONI dans le cadre de leurs activités menées actuellement dans les îles, en présence de jeunes bénéficiaires, de leurs familles et de plusieurs responsables étatiques issues du domaine scientifique.

La matinée s'est ouverte par le mot de bienvenue du commissaire à la diaspora, Issa Abdoussalami, qui a rappelé la stratégie nationale de mobilisation et d'accompagnement de la diaspora. Il a insisté sur la nécessité de capitaliser les expériences et les compétences de nos frères et sœurs établis à l'étranger, en particulier l'expertise scientifique, afin de renforcer les politiques publiques et de consolider les perspectives éducatives. Au cours de son intervention, le président de l'UONI, Professeur Amir Aboubacar, a rappelé que l'association s'est distinguée en trois ans par des initiatives marquantes : Les journées des mathématiques, qui stimulent la curiosité scientifique des élèves et révèlent de jeunes talents à travers ateliers et concours.

DIASPORA :

UONI met en lumière ses actions



Le programme femmes et science, destiné à encourager les jeunes filles à s'engager dans les disciplines scientifiques en valorisant des modèles féminins et en brisant les stéréotypes de genre. Et l'initiative Innov'Lycées, qui offre aux lycéens

la possibilité de transformer leurs idées en projets concrets grâce à un accompagnement matériel et pédagogique. Ces actions, a-t-il souligné, traduisent la mission de l'UONI : réfléchir sur le modèle d'enseignement et accompagner les nouveaux étudiants, notamment ceux qui rejoindront Rouen à la rentrée, afin de bâtir une génération confiante et créative.

La rencontre s'était articulée autour de trois moments clés : d'abord, la remise des kits aux lauréats du concours d'excellence admis à l'INSA de Rennes ainsi que du matériel aux équipes Innov'Lycées pour soutenir leurs projets, ensuite,

la présentation des projets de mobilité par trois chercheurs accompagnés par UONI, qui ont partagé leurs résultats et leurs ambitions ; enfin, un temps consacré aux échanges avec l'assistance. Le secrétaire général du ministère de l'éducation nationale, Issa Soule, a, pour sa part, souligné l'importance de réfléchir au modèle d'enseignement supérieur comorien. Il a insisté sur la valorisation de notre université afin qu'elle puisse accueillir les plus jeunes bacheliers et accompagner, aux côtés d'UONI, le développement de l'enseignement supérieur national.

Cette journée a été un moment de partage et d'encouragement, d'après les membres d'UONI. Cette rencontre pose les pieds d'un trait d'union entre les projets des jeunes lycéens et les opportunités offertes par la diaspora scientifique. Trois ans après sa création, l'association UONI s'impose dans le paysage éducatif et scientifique petit à petit.

Aticki Ahmed Ismael

HABARI ZA UDUNGA

L'hypocrisie sociale, un sport national

" Tsandza nikedro no ntsihibe, nitsidhulumu ... " Sedo

Dans les îles de la lune, il ne manque pas une occasion de constater à quel point nous sommes imprégnés de cette attitude par laquelle « on exprime des sentiments, des opinions que l'on n'a pas ou que l'on n'approuve pas, soit par intérêt, soit par lâcheté. » Dans ce cadre, il est bien difficile pour ceux qui veulent instaurer un état de droit, de pouvoir se retrouver dans un tel contexte. Un exemple basique est celui qui consiste à faire suivre par un « comment ça va ? » par un « ça va » mécanique. Et si l'on se hasarde à répondre autre chose que « bien merci », on sent tout de suite le visage de votre interlocuteur se décomposer par l'ennui et le désarroi. C'est pourquoi notre hypocrisie sociale consiste à s'abstenir de

répondre sincèrement à la question. Le genre de réponse : « on va comme le pays » reflète assez bien cela.

L'hypocrisie sociale chez nous se reflète sur un certain nombre de cas : Nous savons que la justice manque de moyens, mais nous continuons à dire que la justice doit être ceci ou cela ; Nous savons que notre fonction publique est pléthorique mais nous continuons à recruter des gens. Que notre masse salariale dépasse allégrement le seuil communément admis, mais la superstructure nomme à tour de bras de conseillers sans réelle attribution. Quand des gens sont emprisonnés pour des détournements des deniers publics, nous nous empressons d'aller demander à la

notabilité de jouer les intermédiaires avec le pouvoir politique. Nous accusons les « gros » directeurs de dilapider l'argent publique mais nous sommes les premiers à aller leur demander de nous rendre un service. Nous sommes contre les passe-droits dans les administrations, cependant nous n'avons jamais la patience de faire la queue comme le commun des mortels. Etc.

Combien de fois, nous changeons de sujet de discussions à l'arrivée d'un gros bonnet que nous saluons avec des courbettes alors qu'une minute auparavant, nous étions en train de casser du sucre sur son dos. Que des fois, nous nous empressons de participer à un Madjilisse de quelqu'un, connu

pour être un prédateur des biens publics et nous nous bousculons pour aller lui serrer la main avec un large sourire, pour lui signaler notre présence. En définitive, si nous voulons que les choses commencent à changer chez nous, nous devons d'abord refuser cette hypocrisie sociale qui contribue à enfoncer de portes ouvertes. La lutte contre la corruption ne peut pas se mener avec seulement une commission alors que nous savons dans quel contexte elle évolue.

Tous les régimes qui se sont succédé dans les îles de la lune ont toujours fait de la lutte contre la corruption, un de leurs chevaux de bataille. Cependant cette lutte ne peut être isolée du monde dans lequel nous vivons. Les quelques

exemples cités plus haut, montrent que nos compatriotes possèdent cette capacité à amortir les chocs pour essayer d'en tirer des bénéfices personnels. Cette façon de faire est porteuse de désillusions pour l'avenir car elle évite de chercher des solutions durables à nos problèmes. Si pour certains, l'hypocrisie sociale est indispensable pour éviter de paraître celui qui empêche les gens de continuer à s'y complaire dans leurs erreurs, chez nous elle a pris des proportions inquiétantes, car elle a gagné une grande partie de la société. L'hypocrisie sociale est devenue d'un sport local à un sport national.

Mmagaza

FOOTBALL -TDS :

La deuxième vague de détection est lancée

A mi-parcours du programme TDS, la Fédération de Football des Comores a lancé depuis la mi-août, un deuxième cycle pour la détection des meilleurs talents du pays. Sur l'ensemble du pays, les encadreurs et autres techniciens, se lanceront sur le terrain à la recherche des perles rares, qui vont intégrer bientôt le centre technique national de Mitsamihuli.

À la recherche des futurs talents du football comorien. À mi-parcours du programme TDS (Talent Development Scheme), la Fédération de Football des Comores (FFC) poursuit sa politique de détection et de formation des jeunes joueurs à travers une nouvelle campagne nationale. Durant tout ce mois d'août jusqu'à début septembre, la Direction Technique Nationale, sous la houlette du département conduit par Hilali Masulaha (Responsable TDS), et Thierry Pinot, Coach talent sillonneront le pays à la

recherche des meilleurs joueurs de moins de 17 ans, nés entre 2011 et 2013. « La FFC, dans le cadre du FIFA Talent Development Scheme, lance une campagne de détection destinée aux jeunes joueurs nés en 2011, 2012 et 2013. » Cette campagne constitue une nouvelle étape dans la mise en œuvre du programme TDS aux Comores. L'objectif est d'identifier, aux quatre coins du pays, les jeunes profils à fort potentiel appelés à rejoindre le Centre technique national de Mitsamihuli. Les meilleurs éléments bénéficieront ensuite d'un accompagnement adapté, avec un suivi technique et sportif destiné à favoriser leur progression. Une véritable passerelle vers les sélections nationales, mais aussi vers le football de haut niveau. À travers cette opération, la FFC entend ainsi préparer dès aujourd'hui les talents qui porteront demain les couleurs des Comores.

A en croire le calendrier sorti par la FFC, toutes les régions seront touchées par cette nouvelle détec-

tion. « Après Mwali (Walla, Djando, Salimani, Fomboni) et avant Ndzouani, c'est au tour de Ngazidja est ses différentes régions. » Et à Ngazidja, la détection débutera le 22 août « (Samedi 22 août – Mitsamihuli, dimanche 23 août – Dimani, lundi 24 août – Moroni, mardi 25 août – Mitsoudjé, mercredi 26 août – Malé) », pour une finale à Moroni le 27 août. Cette détection permettra aux régions, comme l'indique la FFC : « De passer en revue leurs meilleurs talents » dans la perspective d'un placement dans le futur centre technique. Au-delà de la simple détection, cette opération représente une véritable opportunité pour les jeunes footballeurs comoriens de se faire remarquer. Les meilleurs profils identifiés au terme de cette campagne pourront ainsi franchir une nouvelle étape dans leur parcours. La FFC entend, à travers ce dispositif, élargir son vivier et donner sa chance aux talents issus de toutes les régions du pays. Avec en ligne de mire, l'intégration au futur



Centre technique national et un accompagnement vers le haut niveau. Une manière de préparer dès aujourd'hui la relève du football comorien de demain.

Interrogé, le président de la FFC a donné quelques indications sur l'importance de cette nouvelle phase de détection. « Cette nouvelle campagne de détection s'inscrit pleinement dans notre volonté de construire l'avenir du football comorien. Nous voulons aller partout où se trouvent les talents, sans

distinction de région ou d'île, afin de donner à chaque jeune la possibilité de montrer son potentiel. » Et ce dernier de conclure : « Le TDS nous offre un cadre important pour identifier, accompagner et former ces jeunes joueurs. Notre ambition est qu'à terme, les meilleurs puissent intégrer notre dispositif de formation et, pourquoi pas, représenter demain les Comores au plus haut niveau. »

Imtiyaz

VOTRE SANTÉ

Position de sommeil : ce geste simple qui protège votre dos, votre digestion et votre cœur

On pense souvent que bien dormir, c'est une question de nombre d'heures. Mais la vérité, c'est que la façon dont vous posez votre corps chaque nuit a un impact bien plus profond qu'on ne l'imagine. Douleurs cervicales au réveil, digestion difficile, nuits agitées... et si tout ça venait simplement de votre posture ? La bonne nouvelle : il existe une position qui change vraiment les choses.

Pourquoi votre posture de sommeil mérite toute votre attention ?

On ne le réalise pas toujours, mais on passe environ un tiers de sa vie allongée. Autant dire que la position adoptée pendant ces longues heures a des conséquences réelles sur l'organisme. Une mauvaise posture peut provoquer des douleurs dans la nuque, perturber la digestion, comprimer certains organes ou encore rendre la respiration moins efficace.

La colonne vertébrale, le système digestif, le cœur : tous fonctionnent mieux quand le corps est aligné naturellement. Selon le *Journal of Clinical Sleep Medicine*, corriger sa posture nocturne réduit significativement les inconforts digestifs, les réveils nocturnes et les douleurs chroniques dans le dos.

Les trois positions les plus courantes : lesquelles choisir ?

Dormir sur le côté droit, colonne courbée - c'est souvent la position adoptée instinctivement, mais elle n'est pas idéale. Elle peut augmenter la pression sur le cœur, gêner la circulation sanguine et favoriser les remontées acides. Si vous avez tendance à avoir l'estomac fragile ou des tensions dans la nuque,

cette posture est probablement à éviter.

Dormir sur le dos, colonne bien droite — bien choisie, avec un oreiller adapté qui soutient la nuque, cette position favorise un bel alignement de la colonne et une bonne oxygénation. Attention cependant : elle n'est pas recommandée si vous avez tendance à ronfler.

Dormir sur le côté gauche, en position fœtale — c'est la

grande gagnante selon les experts. Elle protège le cœur, facilite le transit intestinal, réduit les remontées acides et améliore la qualité respiratoire. En clair : votre corps travaille mieux la nuit pour récupérer et se régénérer.

Un petit conseil en or : glissez un oreiller entre vos genoux. Ce geste tout simple évite les tensions au niveau des hanches et maintient la colonne parfaite-

ment alignée.

Comment changer ses habitudes sans se battre contre son corps

Changer une posture de sommeil, ça ne se fait pas en une nuit — et c'est tout à fait normal. Voici quelques astuces douces pour y arriver progressivement.



Amélioration des conditions de vie des enfants via l'athlétisme et des femmes paysannes par l'accès aux zones agricoles.

AVIS APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE D'EQUIPEMENTS

Date de publication le 24 Août 2026

Numéro de référence : AAO N°4_08/2026/HOMA/FE2

L'Association HOMA a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD) à travers le projet Facilité Emploi 2, destiné à financer le projet « Amélioration des conditions de vie de enfants via l'athlétisme et des femmes paysannes par l'accès aux zones agricoles ». Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement soit utilisée pour effectuer les paiements relatifs à l'acquisition des kits de sport pour équiper l'air des sports aménagés par le présent projet.

L'association HOMA invite les soumissionnaires éligibles à déposer leurs offres sous pli fermé avec la mention portant le numéro et l'intitulé du marché concerné à

l'adresse ci-dessous, au plus tard le 07 septembre 2026 à 12h00.

Les offres devront être déposées au siège de l'association HOMA Ntsoralé Dimani - quartier Mdjissalama.

Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de **Mr ABDOU AHAMADA**, Président de l'association HOMA, par téléphone au **326 16 96** ou par courriel à l'adresse suivante : associationhomainfo@gmail.com, copie djoubambaahamada483@gmail.com, avant le : **02 septembre 2026**.

Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires qui le souhaitent à

l'adresse indiquée ci-dessus.

Dossier de soumission

Les offres devront comprendre : (i) **les documents administratifs justifiant l'existence légale du soumissionnaire (Registre de commerce, quitus fiscal...)** ; (ii) **une proposition technique détaillée présentant les caractéristiques des fournitures proposées ; et (iii) une offre financière datée et signée.**

L'association HOMA se réserve le droit de ne donner aucune suite au présent appel d'offres, sans que les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation.